Rôle de la séance publique du 10/06/2025 à 09h30**Président** : Monsieur DERLANGÉ**Assesseurs** : Monsieur CHABERNAUD et Madame PICQUET**Greffière** : Madame MARTIN**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROSEMBERG****01) N° 2401944 RAPPORTEURE : Mme PICQUET**

Demandeur	NEOVIA TECHNOLOGIES (VIASOL)	OSBORNE CLARKE
Défendeur	DEPARTEMENT DE LA VENDEE	ERNST & YOUNG NANTES

La société Neovia Technologies (Viasol) demande à la cour d'annuler le jugement n° 2108543 du 24 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à prononcer sans délai la résiliation du marché conclu entre le département de la Vendée et la société Eurojoint le 4 mars 2019 pour la rénovation des routes départementales, condamner le département de la Vendée à lui verser la somme de 44 418 euros, augmentée des intérêts au taux légal et capitalisés, en réparation de son manque à gagner et d'engager les actions en vue d'obtenir le remboursement de la somme de 179 784,90 euros auprès de la société Eurojoint au titre du coût du traitement des déchets, à verser à La société Neovia Technologies (Viasol) la somme de 10 000 euros sur le fondement de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

02) N° 2403185 RAPPORTEURE : Mme PICQUET

Demandeur	M. C Johann	Me BARTHELEMY
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

M. Johann C demande à la Cour d'annuler l'ordonnance n° 2302276 du 16 octobre 2024 du tribunal administratif de Rennes en ce qu'elle a rejeté ses demandes formées au titre des frais irrépétibles, de condamner l'État à lui payer la somme de 2 500 euros en application des dispositions combinées de l'article L. 761-1 du code de justice administrative pour la procédure de première instance, et de le condamner à lui payer la somme de 2 500 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative pour la procédure d'appel.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROSEMBERG**03) N° 2403503****RAPPORTEURE : Mme PICQUET**

Demandeur	Mme V Marie Françoise	Me PIPERAUD
	M. V Thibaud	Me PIPERAUD
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-VINCENT-DU-LOROUËR	LACROIX JOUSSE BOURDON

Mme Marie Françoise K épouse V et M. Thibaud V demandent à la Cour d'annuler le jugement n° 2104727 du 15 octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 26 février 2021 par laquelle le maire de Saint-Vincent-du-Lorouër a refusé le rétablissement d'une prise d'eau destinée à participer à l'alimentation en eau de la douve située sur la parcelle cadastrée n° 1120 section A leur appartenant ainsi que la décision implicite de rejet de la demande formulée le 14 mars 2017 et la décision du maire du 31 mai 2017 ; d'annuler ces décisions ; d'enjoindre à la commune de rétablir cette prise d'eau dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision à intervenir sous astreinte de 500 euros par jour de retard ; et de condamner la commune à leur verser la somme de 3 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2500238**RAPPORTEURE : Mme PICQUET**

Demandeur	COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR DE NACRE	SELARL JURIADIS
Défendeur	SOCIÉTÉ CLAUDE JEAN INVESTISSEMENT	SELARL CABINET GRIFFITHS DUTEIL ET ASSOCIES

La communauté de communes Coeur de Nacre demande à la Cour d'annuler le jugement n° 2302567 du 24 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Caen a annulé sa décision rejetant implicitement la demande de retrait des délibérations du 13 décembre 2021 et du 30 mars 2023 formulée par la société Claude Jean Investissement et l'a enjoint de procéder au retrait de ces délibérations dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement ; et de mettre à la charge de la société Claude Jean Investissement la somme de 3 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

05) N° 2500410**RAPPORTEURE : Mme PICQUET**

Demandeur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	Me DE FROMENT
Défendeur	M. S Djibril	Me NERAUDAU

L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) demande à la Cour d'annuler le jugement n° 2418070 du 8 janvier 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a annulé la décision du 6 novembre 2024 par laquelle la directrice territoriale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration a refusé le bénéfice des conditions matérielles d'accueil de M. Djibril S ; et mettre à la charge de M. S la somme de 1 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROSEMBERG

06) N° 2402989

RAPPORTEURE : Mme PICQUET

Demandeur M. N Christian Me LEREVEREND
Défendeur PREFECTURE DU CALVADOS

M. Christian N demande à la Cour d'annuler le jugement n° 2401774 du 25 septembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 10 juin 2024 par lequel le préfet du Calvados a refusé de lui délivrer un titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire dans un délai de trente jours en fixant le pays de destination et lui a interdit de revenir sur le territoire français pour une durée d'un an ; d'annuler cet arrêté ; enjoindre au préfet du Calvados de lui délivrer une carte de séjour et de condamner l'État au paiement de la somme de 2 000 euros sur le fondement des articles L. 761-1 du code de justice administrative.

07) N° 2403004

RAPPORTEURE : Mme PICQUET

Demandeur M. T Ghiles Me CUJAS
Défendeur PREFECTURE DU CALVADOS

M. Ghiles T demande à la cour d'annuler le jugement n° 2400724 du 1er octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 16 février 2024 du préfet du Calvados portant refus de titre de séjour, avec obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de renvoi et interdiction de retour sur le territoire pendant un an ; d'enjoindre au préfet du Calvados de lui délivrer un certificat de résidence d'un an portant la mention « vie privée et familiale » et à titre subsidiaire de procéder au réexamen de sa situation dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt à intervenir.

08) N° 2401745

RAPPORTEUR : M. CHABERNAUD

Demandeur SOCIÉTÉ VINCI CONSTRUCTION FRANCE SCP HELLOT ROUSSELOT
Défendeur SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LABRUSSE
L'AGGLOMERATION GRANVILLAISE

La société Vinci construction France venant aux droits de la société Sogea construction demande à la Cour d'annuler de réformer le jugement n° 2201470 du 10 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Caen a déclaré non prescrite l'action du Syndicat Mixte d'Assainissement de l'Agglomération Granvillaise et ce, faisant débouter intégralement le Syndicat Mixte d'Assainissement de l'Agglomération Granvillaise de ses demandes fins et conclusions en principal, intérêts, frais, article 761-1 du Code de justice administrative, dépens, et condamner le Syndicat Mixte d'Assainissement de l'Agglomération Granvillaise au paiement de la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROSEMBERG

09) N° 2401930

RAPPORTEUR : M. CHABERNAUD

Demandeur	SOCIÉTÉ ARMYS SOCIETE FLACK SAS SOCIETE FRANÇAISE DES AEROPORTS	CABINET OYAT CABINET OYAT CABINET OYAT
Défendeur	GOLFE DU MORBIHAN-VANNES AGGLOMERATION SEALAR	SELARL AVOXA RENNES ERNST & YOUNG NANTES

Les sociétés ARMYS, FLACK SAS et la SOCIETE FRANÇAISE DES AEROPORTS demandent à la Cour de reformer le jugement n° 2103843 du 25 avril 2024 par lequel le Tribunal administratif de Rennes a rejeté leur demande tendant à annuler le contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation de l'aéroport de Vannes-Golfe du Morbihan; condamner la communauté d'agglomération Golfe du Morbihan Vannes Agglomération à verser les sommes telles qu'elles sont détaillées dans la requête en appel, en réparation du préjudice subi du fait de l'éviction irrégulière du Groupement SFA ; la communauté d'agglomération Golfe du Morbihan Vannes Agglomération à lui verser la somme de 3 000 euros au titre des frais irrépétibles en application des dispositions de l'art. L. 761-1 du CJA.

10) N° 2403120

RAPPORTEUR : M. CHABERNAUD

Demandeur	M. L Mouloud	Me NDIAYE
Défendeur	PREFECTURE DU CALVADOS	

M. Mouloud L demande à la Cour d'annuler le jugement n° 2202497 du 14 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 22 juin 2022 par lequel le préfet du Calvados a refusé de lui délivrer une autorisation provisoire de séjour au titre de la protection temporaire ; d'annuler cette décision ; d'enjoindre au préfet du Calvados de réexaminer sa demande dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêt à intervenir et de lui délivrer une autorisation de séjour provisoire dans cette attente ; et de condamner l'État au paiement de la somme de 1 500 euros sur le fondement des articles L. 761-1 du code de justice administrative.

11) N° 2403064

RAPPORTEUR : M. CHABERNAUD

Demandeur	M. B Mamadou Toupé	Me CAVELIER
Défendeur	PREFECTURE DU CALVADOS	

M. Mamadou Toupé B demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2400269 du 3 octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande d'annulation de l'arrêté du 4 janvier 2024 du préfet du Calvados portant d'une part rejet de sa demande un titre de séjour et, d'autre part, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays à destination ;
- 2°) d'annuler cet arrêté
- 3°) d'enjoindre au préfet du Calvados de lui délivrer une carte de séjour dans un délai d'un mois et ce sous astreinte de 100 euros par jour de retard et lui délivrer une autorisation provisoire de séjour, l'autorisant à travailler dans l'attente ;
- 4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 200 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

12) N° 2402048

RAPPORTEUR : M. CHABERNAUD

Demandeur	Mme B Solange	Me BOISSET
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	CENTAURE AVOCATS CLAISSE

Solange B demande à la cour d'annuler le jugement n° 2204042 du 2 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 9 mars 2022 par laquelle la Commission locale d'agrément et de contrôle Ouest a refusé de lui délivrer à une autorisation préalable d'accès à une formation professionnelle aux métiers de la sécurité privée, ainsi que la décision de rejet de son recours gracieux formé le 1er avril 2022, d'enjoindre au Conseil national des activités privées de sécurité de prendre à nouveau une décision, après une nouvelle instruction, sur la demande d'autorisation préalable de Madame Solange S et ce, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt à intervenir et sous astreinte de 150 euros par jour de retard et de le condamner à lui verser la somme de 2 500 euros au titre de l'article L761-1 du CJA.